

GRAINS DE SAGESSE

BULLETIN D'INFORMATION DE L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS RETRAITÉS
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Université 
de Montréal

Les anciens sous leur baobab ont renoncé à faire la guerre, à participer aux grandes chasses ou à danser des nuits complètes au son des tambours. Ils se souviennent, racontent, donnent leur avis et distribuent leur sagesse par petits grains.
Il nous semble que cela nous convient bien.

PRINTEMPS 2002 NUMÉRO 4

	page
Chronique de l'Université	
Jacques St-Pierre	2
Nous ne savons rien	
Jean Cléo Godin	4
La guerre des frais de scolarité n'aura pas lieu. Dommage!	
Jacques Boucher	6
Petites annales déchainées	
Le grand pédagogue allemand Walter	
Vianney Décarie	8

CHRONIQUE DE L'UNIVERSITÉ

DIS-MOI TON NOM ...

La qualité et l'ampleur des réflexions qui président au choix du nom à « donner » à celui ou celle qui vient de naître ne manque jamais d'impressionner l'observateur. Il faut bien voir que ce choix n'est pas toujours très simple. Pours'en convaincre, on n'a qu'à se référer à l'histoire plus ou moins ancienne; on n'a qu'à observer les pratiques en usage chez les groupes humains appartenant à d'autres cultures. Il semble bien, dans cette entreprise, qu'on doive tenir compte tout aussi bien des traditions locales qui imprègnent le milieu que du rôle anticipé que jouera l'être à « nommer ». Il s'agit d'un geste « créateur ».



s'ajouteront d'autres pavillons qui rappelleront la générosité de donateurs exceptionnels: Marcelle Coutu, Jean Coutu, J.-Armand Bombardier.

Ce bref tour d'horizon fait ressortir la singularité de la situation faite à ce magnifique édifice dont la silhouette caractéristique se profile fièrement sur le ciel montréalais et que tout un chacun associe automatiquement à l'Université de Montréal. Je sais fort bien que les travaux de toponymie ne se prêtent guère à des improvisations. Dans le cas du pavillon dit « principal » on a certes procédé avec prudence. J'estime que cette prudence ne saurait dégénérer en pusillanimité.

Souvent, je me surprends à associer des réflexions de ce genre à certaines étapes de la vie de cette « maison » qui me colle à la peau depuis 60 ans. Installée au début des années '40 dans l'édifice de la montagne, l'Université a eu recours à des « dépendances » pour accommoder la montée en flèche de sa population étudiante. Pratiquement dans le même souffle, on a retenu le nom d'universitaires prestigieux, tels Maximilien Caron, Lionel Groulx et Marie Victorin, René J.A. Levesque, pour donner vie à ces nouvelles entités et pour les bien identifier.

Plus récemment, et en fonction de l'accroissement exceptionnel des activités de recherche, de nouveaux édifices sont apparus sur le campus. La plupart d'entre eux doivent leur existence aux mécènes et généreux donateurs dont les importantes contributions financières ont servi de catalyseur auprès des décideurs gouvernementaux. Ils ont nom: Samuel-Bronfman (Bibliothèque des lettres et sciences humaines), Paul-G.-Desmarais (Physiologie et sciences biomédicales), André-Aisenstadt (Sciences mathématiques), Liliane-de-Stewart (Nutrition). Dans un avenir prochain

Mais de quoi s'agit-il donc ? Ne serait-il pas éminemment souhaitable d'associer à ce pavillon le nom d'un grand universitaire dont les mérites exceptionnels lui auraient valu une réputation internationale et dont le prestige serait à la hauteur de la renommée dont bénéficie l'Université de Montréal ? Je réponds oui avec enthousiasme. De plus, les circonstances s'y prêtent de plusieurs façons. L'Université clôturera d'ici peu sa fructueuse campagne de financement « Un monde de projets »; à mon sens, il serait tout à fait approprié qu'elle profitât de cette occasion pour « nommer » son bâtiment principal. Voilà pour les circonstances !

Parallèlement, et c'est là le point vraiment essentiel, parmi le groupe très restreint d'universitaires dont la carrière et les états de service pourraient correspondre aux critères à retenir, émerge la figure dominante de Roger Gaudry décédé le 7 octobre 2001 à l'âge de 87 ans. Et voilà pour la candidature! Universitaire de haute venue, Roger Gaudry aura marqué l'Université de Montréal par ses qualités personnelles, par le rôle de tout premier plan qu'il a joué pendant les

10 années de son rectorat et par son indéniable prestige sur le plan international. Les quelques lignes qui suivent soulignent les points saillants du texte que je signais dans FORUM (15 octobre 2001) en hommage à Roger Gaudry. Ce texte, qui apparaît comme encart dans le présent numéro de Grains de sagesse, est également disponible via le site web de l'APRUM: www.aprum.umontreal.ca/disparus/hommage_gaudry.htm.

Après des études universitaires à Oxford à titre de boursier Rhodes, Roger Gaudry entreprend en 1940 une fructueuse carrière d'enseignant et de chercheur qui lui vaut son élection à la Société royale du Canada (1954) et la médaille Léo-Pariseau de l'ACFAS (1958). Recruté par une grande firme pour diriger ses laboratoires de recherche de la métropole, Roger Gaudry fait sa marque et devient rapidement vice-président responsable de la recherche pour toute l'entreprise (1963). Introduit, au début des années '60, au Conseil des Gouverneurs de l'Université, suite aux démarches de quelques professeurs, Roger Gaudry fait montre de qualités qui induisent le Cardinal Léger à le faire nommer, par Rome, premier recteur laïque de l'établissement (1965). Réalisant l'importance que les professeurs attachent à une participation directe à la détermination des orientations de l'établissement, Roger Gaudry apporte son support aux travaux des comités lesquels conduisent, en 1967, au morcellement de la charte pontificale de l'Université et à la mise en opération de la présente charte civile. Poussant plus avant son désir d'une réforme interne des structures facultaires, il donne son appui aux recommandations qui conduisent, en 1972, à la création de la Faculté des arts et des sciences (FAS) et de la Faculté des études supérieures (FÉS).

Et pendant tout ce temps, Roger Gaudry participe aux activités d'organismes prestigieux: Conseil de recherche pour la défense (1962-1968), Conseil national de la recherche (1963-1966), Conseil économique du Canada (1970-1973) et Conseil des sciences qu'il préside (1972-1975). Membre de l'Association internationale des universités en 1970 et président (1975-1980), il joue

également un rôle de tout premier plan dans la création de l'Université des Nations-Unies dont il devient le premier président en 1974. Que ses grands mérites aient été reconnus ne surprendra personne. On le retrouve, notamment, comme récipiendaire de nombreux doctorats honorifiques, comme Compagnon de l'Ordre du Canada et comme Grand officier de l'Ordre national du Québec.

Il ne fait point de doute que Roger Gaudry ait été une figure dominante de la communauté universitaire mondiale. Qu'il ait joué un rôle de tout premier plan lors de la période charnière qu'a connue l'Université dans les années '60 et '70 n'a plus à être démontré: ses œuvres en témoignent élogieusement. Deux de ses successeurs, Robert Lacroix (FORUM 15 octobre 2001) et Paul Lacoste (FORUM 22 octobre 2001), en ont convenu avec enthousiasme.

J'ai personnellement la conviction que le moment est venu de passer aux actes. L'Université ne saurait davantage accepter que son pavillon le plus emblématique ne soit que «principal».

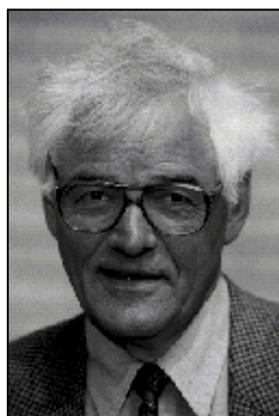
Jacques St-Pierre

NOUS NE SAVONS RIEN

Le monde de l'information est dominé par l'image, qui vaut parfois plus de mille mots: une photo, une séquence filmées servent à nous convaincre que ce que le journalisme raconte est vrai, d'une vérité incontestable. La rapidité avec laquelle les images nous parviennent nous donne de surcroît le sentiment d'être en contact direct avec l'événement - presque d'y participer. Le problème est que tout cela est dû au perfectionnement des techniques cinématographiques, lesquelles servent d'abord, on le sait, à faire croire qu'une histoire inventée de toutes pièces s'est réellement passée dans la vraie vie, peut-être chez notre voisin. Lorsqu'un film est réussi, toutes les traces du truquage ont si bien disparu que le spectateur a fini par demander un produit moins parfait, plus naturel, avec des bavures et des saletés comme dans nos vies. Ainsi a commencé l'invasion du cinéma et, surtout, de la télévision, par la banalité ou la truculence quotidienne des talks shows et des reality shows. On finit ainsi par confondre réalité et fiction, et la multiplicité des interprétations subjectives d'histoires elles-mêmes multiples et ambiguës fait de la vérité une chose étonnamment relative. Comment alors distinguer la réalité de la fiction? La question elle-même est peut-être mal posée: il ne s'agit plus de savoir, mais de croire.

Lorsqu'en juillet 1969 l'équipe américaine a débarqué sur la lune, nous étions tous rivés au petit écran et avons suivi en direct ces petits-grands pas de l'astronaute Armstrong. Quelle chose extraordinaire tout de même, non seulement que l'homme puisse marcher sur la Lune, mais que nous puissions tous le voir. Qui aurait osé mettre en doute l'authenticité de cette information? J'ai pourtant rencontré quelqu'un qui n'y croyait pas : un intellectuel parisien qui, plus snob que sceptique sans doute, m'a soutenu qu'il « savait » de bonne source que ces images avaient été tournées dans un studio de Hollywood... Il

n'a pas réussi à ébranler mes convictions, tant sa version des faits me parut invraisemblable. Et je continuai à croire ce que les journalistes m'expliquaient, sur la foi des images qu'ils me montraient. Le scepticisme de l'ami m'a rattrapé lorsque, deux ans je pense après le déclenchement de la guerre du Golfe, nous avons appris que les célèbres images des enfants massacrés dans une pouponnière par les méchants Irakiens avaient été truquées;



on avait estimé en haut lieu qu'il fallait de telles images-choc pour convaincre le peuple américain du bien-fondé (d'un point de vue idéologique et moral, bien sûr) de l'intervention américaine qui - cela aussi n'est devenu clair que plus tard - n'avait pour but que

de protéger les « bons » puits de pétrole! C'est Saddam Hussein qui est demeuré le « méchant »... Et depuis lors, Américains et Irakiens nous proposent leur version divergente du blocus économique qui dure, avec des conséquences d'autant plus difficilement vérifiables, pour nous, que rares sont les images qui nous parviennent de ce pays mis au ban de la bonne conscience occidentale. À chacun, alors, de déterminer la version qui lui paraît la plus crédible, à partir de quoi il fonde son « savoir ».

Le matin du 11 septembre 2001, je me suis trouvé à l'heure de l'ouverture à la papeterie de mon quartier. Le propriétaire, d'origine grecque ou moyen-orientale je crois bien, a ouvert avec dix minutes de retard parce qu'il venait de regarder à la télévision les premières images de l'attentat. Il me dit d'ouvrir ma télé dès mon retour à la maison mais, le temps de traverser la rue, je n'y pen-

sais déjà plus. D'abord parce que personne ne savait encore qu'il s'agissait d'un attentat plutôt que d'un accident; et j'avais déjà vu cela, à la fois au cinéma (*Towering Inferno*) et lorsqu'un petit avion avait égratigné l'une des deux célèbres tours. Bref, me dictait sans doute mon inconscient un peu revenu de beaucoup de choses, ce ne doit être qu'un autre fait divers: laissons aux journalistes le temps de démêler cette histoire, qu'on me racontera aux informations de ce soir. C'est par la radio de ma voiture, une heure plus tard, que j'ai appris la gravité et l'étendue de ce tragique et invraisemblable événement. Si invraisemblable, en fait, qu'il me paraissait incroyable et j'avoue à ma courte honte que, pendant plusieurs heures, quelque chose en moi a refusé de croire; donc, j'estimais ne rien savoir. Oserai-je avouer que, voyant pour la première fois les images de ces avions heurtant les deux tours, je les ai immédiatement associées à deux choses: à la popularité des reality shows (que l'attentat dépassait infiniment en retentissement et en tragique vérité) et à la sortie récente (ou imminente et annoncée) d'un film sur les attentats kamikazes contre Pearl Harbour? Puis les jours ont passé, les journalistes, informés par le président Bush, ont reconstitué pour nous le fil des événements, ils ont commencé à identifier des coupables. Nous avons alors appris que les terroristes kamikazes étaient motivés par une foi (que nous jugeons absurde) inébranlable autant que par leur haine de la satanique Amérique et, détail plus piquant s'ajoutant à l'absurde, qu'ils étaient consolés à l'avance à la pensée qu'en récompense de leur sacrifice suprême, ils auraient aussitôt morts droit à douze (ou vingt, ou soixante-dix, peu importe) vierges à leur service, en guise de bonheur éternel.

Nous avons appris tout cela, mais qu'avons-nous compris? Comme le disait le vieux Thomas d'Aquin, chacun ne peut comprendre qu'à sa manière, à la mesure de son intelligence et selon les principes qui lui ont été

inculqués depuis sa naissance: quidquid recipitur, ad modum recipientis recipitur! C'est pour cela qu'on fait des sondages, qui nous confirment qu'un même événement peut être perçu de manière fort différente selon qu'on est blanc ou noir, chrétien ou musulman, américain ou européen ou (plus rarement) canadien. Le monde occidental a vite fait l'unanimité sur le fait que les responsables des attentats contre les États-Unis étaient tous arabes et à la solde de Ben Laden, alors qu'une partie du monde arabe maintient que le grand coupable se nomme Israël. Je serais curieux de savoir de quel côté penchent vraiment les Chinois, qui ne pensent peut-être pas comme leurs dirigeants et qui, par leur nombre, pourraient imposer une version plutôt que l'autre ... si la vérité, comme on le pense généralement dans nos sociétés démocratiques, se fonde sur un consensus. Mais selon quel critère vais-je déterminer, moi, qui a tort et qui a raison? J'aurai tendance à croire ce que je vois, mais les images que je reçois viennent de CNN, alors que le monde arabe est branché sur Al-Jazira. Je peux écouter les grands reportages - n'en déplaise à Pierre Nadeau, il s'en fait encore beaucoup, et d'excellents - et, à partir des analyses qu'on me propose, prendre parti pour telle ou telle version des faits. Il s'agit toujours, en effet, de prendre parti, car il restera toujours une zone d'ombre, d'incertitude, de doute. Cela vient de ce que la désinformation (par les dirigeants politiques surtout) est si répandue qu'aucune certitude absolue n'est désormais possible. Le savoir, alors même que nous nous croyons plus renseignés que jamais, est plus que jamais difficile à atteindre. Dans un monde sursaturé d'informations, nous ne savons que ce nous croyons savoir: le savoir est devenu un acte de foi.

Jean Cléo Godin

LA GUERRE DES FRAIS DE SCOLARITÉ N' Aura pas lieu. DOMMAGE!



Périodiquement depuis des années, le même scénario se répétait à peu de détails près. Les acteurs et les rôles étaient quasi immuables. D'abord, quelqu'un OSE poser la question du dégel

des frais de scolarité dans les universités: «peut-être devrait-on...?». Les associations étudiantes poussent alors des hauts cris et mobilisent leurs membres. Manifestations, attaques en règle dans les journaux étudiants et sur la place publique. Interpellées, les administrations universitaires (sauf celle de McGill) n'osent pas prendre parti et se font toutes petites. Les associations de professeurs protestent contre le dégel. Devant l'ampleur des protestations, le gouvernement réaffirme le principe d'accessibilité et finit par opter pour le statu quo. Les universités reviennent alors à la charge pour faire valoir leurs besoins pressants, le plus souvent sans trop de succès.

Ce qui étonne cette fois-ci, c'est la rapidité et la vigueur avec laquelle on a éteint l'incendie allumé par le ministre de l'éducation lui-même. Les associations étudiantes n'ont même pas le temps de mobiliser leurs troupes. Le gouvernement fait le travail de façon expéditive. Le ministre Legault évoque une éventuelle hausse des frais de scolarité «après les élections» (électorisme 101, monsieur le mi-

nistre...); il est aussitôt affecté à un autre ministère! À peine nommé, le nouveau ministre de l'éducation corrige le tir et nous informe qu'il n'y aura pas de hausse des frais de scolarité. Puis le premier ministre intervient en personne et confirme qu'il n'y aura pas d'augmentation, ni avant ni après les élections. Fin de la crise. Rendez-vous dans trois ou quatre ans !

DOMMAGE !

Est-il nécessaire de dire que ce « dommage! » n'engage que l'auteur de ces lignes? Autre avantage d'être retraité... Je n'ai consulté ni l'APRUM, ni la direction de l'Université de Montréal, ni les associations étudiantes où je compte d'ailleurs de bons amis (du moins jusqu'à aujourd'hui).

Les faits sont bien connus. En retard sur la fréquentation, la diplomation et la qualité de ses institutions universitaires francophones, le Québec met sur pied, dès les premières années de la Révolution tranquille, un vaste plan de rattrapage. Sans accorder la gratuité comme le réclament encore les associations étudiantes, les différents gouvernements ont continué fort sagement à freiner la hausse des frais de scolarité et les ont fixés à 1 668 \$ par an et cela depuis plus de dix ans. Partout ailleurs au Canada et aux États-Unis, on observe des hausses importantes; les frais sont actuellement de plus de 4 000 \$ dans les universités auxquelles nous aimons nous comparer.

La différence devient HÉNAURME quand on tient compte du fait que le baccalauréat se complète normalement en TROIS ans au

Québec et en QUATRE ans ailleurs en Amérique ! (1 668 X 3= 5 004 \$; 4 000 X 4 = 16 000 \$, trois fois plus). Dans l'ensemble, au Québec, le plan de rattrapage a donné des résultats qui vont au-delà des rêves les plus optimistes. Le niveau de scolarisation et de diplomation des Québécoises et des Québécois a connu des hausses spectaculaires; il est un des plus élevés au monde (L'état du monde 2001, statistiques du MEQ et de Statistique Canada). La qualité de l'enseignement et des recherches dans les universités québécoises, le niveau de compétence de leurs professeurs et de leurs diplômés, leur rayonnement local et international sont autant de raisons de nous réjouir et de nous féliciter individuellement et collectivement. Dans l'ensemble, nous pouvons donc être fiers de ce qui a été réalisé. Il est évident que nous ne sommes plus les sous-développés universitaires que nous étions il y a trente ou quarante ans; nous sommes même dans le peloton de tête sous plusieurs aspects importants de la vie universitaire. Les premiers bénéficiaires de ces succès collectifs sont les étudiants dont la formation et les diplômes les placent dans le "mainstream", autant chez nous qu'à l'étranger.

Mais alors ? Car il y a un mais... beaucoup de mais.

Depuis le début des années 80, les universités québécoises ont connu des crises budgétaires à répétition qui ont failli les faire chavirer. Absence d'embauche de personnels (surtout enseignant) pendant des années, coupures de postes, "rationalisations" spectaculaires qui ont mobilisé des énergies considérables avec des résultats souvent imperceptibles. Et malgré cela, les universités ont accumulé des déficits énormes qui ont hypothéqué et continueront à hypothéquer leur dynamisme et leur développement pour des années à ve-

nir. Pour nous empêcher de sombrer, nous avons dû accepter des nombres records d'étudiants dont l'encadrement laisse aujourd'hui à désirer. Les bibliothèques, les infrastructures, les services informatiques, l'aide financière aux étudiants sont insatisfaisants. Les «contrats de performance» ont commencé à remettre de l'argent et surtout de l'espoir dans le système. Ils viennent à peine de prendre effet. Nous commençons tout juste à respirer un peu mieux. Nous avons réussi à survivre et nous pouvons même être fiers de nos succès, mais les blessures sont encore trop profondes pour que nous soyons laissés à notre sort et qu'on nous considère en vitesse de croisière. Nous sommes loin, très loin du compte; les universités québécoises sont encore en crise profonde. Elles ont besoin d'un important supplément de ressources.

D'où viendront les ressources ?

Depuis plus de vingt ans, nos gouvernements manquent de ressources, ont d'autres priorités, tergiversent, réduisent, coupent, rationalisent et interdisent de hausser les frais de scolarité. Depuis plus de vingt ans les universités et leurs étudiants subissent les effets néfastes de ces contraintes et de ces politiques. Depuis plus de vingt ans les étudiants universitaires québécois profitent d'une formation qui est de très loin la moins coûteuse en Amérique du Nord.

Sommes-nous au bout de nos peines ?

Je crois que nous n'avons encore rien vu. Les coûts de la santé, la réparation des dommages environnementaux, la pauvreté et le piètre état de nos infrastructures urbaines feront subir à l'ensemble du système des pressions énormes. On peut

suite page 8

prévoir que les gouvernements, en toute bonne foi, seront incapables de donner à la formation universitaire les ressources qui s'imposent après vingt ans de vaches maigres. Par contre, on ne peut plus demander aux universités de réaliser la quadrature du cercle: assumer la responsabilité de la formation de diplômés qui répondent aux critères de compétence internationaux en s'appuyant sur un gouvernement qui mesure son soutien au compte-gouttes et sur des étudiants qui exigent de maintenir leur responsabilité financière au niveau de ce qu'elle était il y a dix ou quinze ans, en chiffres absolus.

Il faut que cette situation cesse de toute urgence. En refusant de remettre en cause le gel des frais de scolarité, le premier ministre a invoqué notre responsabilité à l'égard des générations futures. Je crois qu'il faut inverser la proposition et affirmer qu'au nom de notre responsabilité à l'égard de nos étudiants, actuels et futurs, nous devons revenir sur cette politique qui a joué par le passé un rôle positif important, qui a déjà commencé à avoir des effets négatifs et dont le maintien en 2002 est néfaste pour tout le monde, surtout pour les étudiants.

Jacques Boucher

LE GRAND PÉDAGOGUE ALLEMAND WALTER

Petites annales déchaînées



C'était au temps de la Commission Parent. On discutait beaucoup de la formation des maîtres. Hilda Natby venait de publier *So Little for the Mind*. Une grande enquête aux États-Unis sur les Teachers Colleges résumait ses conclusions dans un article intitulé: *How NOT to Teach Teachers*. L'Université de Montréal venait de créer l'École Normale Supérieure : son diplôme couronnait un baccalauréat des facultés des sciences, des lettres et de philosophie, plus un complément psychopédagogique de l'E.N.S. L'APUM (Association des professeurs de l'Université de Montréal) préparait son mémoire pour la Commission; on m'avait confié le chapitre sur la formation des maîtres.

J'en discutai la préparation avec Abel Gauthier, ancien Directeur des études à la Faculté des sciences, dont un de ses anciens étudiants disait : « Il est si clair qu'on croit avoir tout compris dans la salle de cours, mais c'est différent une fois rendu chez soi ».

Abel résumait sa pensée dans la phrase suivante : « Nulle méthode pédagogique ne permet d'enseigner ce qu'on ignore », propos que je voulais inclure dans notre mémoire. Mais Abel voulait l'anonymat. J'ai donc converti Gauthier en allemand: « Walter ». Quelques mois plus tard, j'ai entendu, à la télévision, Judith Jasmin citer « le grand pédagogue allemand Walter »...

Vianney Décarie